

## Un aiguillage ambigu :

le rôle de l'emploi dans le bâtiment  
dans l'insertion des migrants à Bogota (Colombie)

Thierry LULLE\*

### INTRODUCTION

Dans les pays latino-américains, les mouvements migratoires vers les grandes villes ont souvent changé, quantitativement et qualitativement, durant les années 1980-1990. Face à la diminution des possibilités d'accueil des grandes villes saturées et aux effets de la crise économique débutée en 1982, ces mouvements enregistraient une baisse du nombre des départs, voire l'apparition de retours ; leur direction traditionnelle vers les grands pôles urbains se déplaçait davantage vers les villes secondaires ; ils devenaient plus souvent alternés, saisonniers, moins « définitifs » dans le temps.

L'absence de relation directe entre les variations du volume des différentes formes d'emplois urbains et l'importance du phénomène migratoire est souvent soulignée dans la compréhension de ces dynamiques. Mais on connaît encore assez peu le rôle de l'emploi sur les configurations des migrations et de l'insertion urbaine des nouveaux citadins. En particulier, on connaît peu le rôle de l'emploi dans le secteur du bâtiment ; pourtant, cette branche, de par sa nature même, absorbait la nouvelle main-d'œuvre migrante, souvent sous-ou non qualifiée à son arrivée en ville, avant de l'« aiguiller » à l'intérieur ou à l'extérieur du secteur. Certes, cette branche a traversé au cours des années quatre-vingt des crises plus ou moins importantes, soit pour des raisons propres à l'ensemble de l'Amérique latine et

\* *Urbaniste, chercheur à l'université Externado de Colombia, Universidad Externado de Colombia, Facultad Trabajo Social, AA 034141, Bogota, Colombie.*

indépendantes du type d'économie de chacun de ses États, soit pour des raisons propres à chacun d'eux ; il semble que d'autres branches tendent de plus en plus à jouer ce rôle. Mais elle n'en continue pas moins d'être déterminante et surtout de constituer, du point de vue adopté ici, une sorte de cas limite révélateur.

Face à cette dynamique, diverses questions apparaissent : l'emploi dans le bâtiment détermine-t-il la migration ? Contribue-t-il à sa mise en forme ? S'il intervient dès l'arrivée en ville, qu'engendre-t-il par la suite ? Comment « aiguille »-t-il les nouveaux arrivants ? Permet-il une fixation en ville ou non, et pourquoi ? Celle-ci s'accompagne-t-elle d'une fixation dans le salariat ou non ? Comment se construit leur identité professionnelle et sociale ? Quelles sont les données proprement professionnelles (possible acquisition d'une qualification) ou extra-professionnelles (appartenance à divers réseaux familiaux ou sociaux, stratégies matrimoniales, accès au logement, etc.) qui agissent dans le déroulement de leur itinéraire ?

L'objet de cet article est de tenter de répondre à ces questions en présentant et en analysant le cas de Bogota, capitale de la Colombie, à partir des premiers résultats d'une recherche en cours (1). Deux types d'informations y sont recueillis : quantitatif et qualitatif. Depuis plusieurs années, en Colombie, la branche du bâtiment est l'objet de divers travaux statistiques parmi lesquels ont été abordées les caractéristiques de ses travailleurs et, en particulier, celles des migrants (CENAC, 1977). Par la suite, d'autres travaux ont été menés plus ou moins directement sur la même question, nationalement ou localement (GOMEZ et CHIAPPE, 1980-1981 ; SOLER, 1986 ; NICHOLL'S, 1987 ; SARMIENTO, 1990). Enfin, un dépouillement de l'Enquête nationale des ménages (ENH) de 1988, isolant les données relatives à ces travailleurs dans les villes de Bogota et Cali, a été opéré directement en relation avec cette recherche (2).

Quant aux informations de type qualitatif, elles renvoient au recueil de trajectoires professionnelles et sociales de travailleurs du bâtiment

(1) Cette enquête s'insère dans un programme de recherche intitulé : « La mise en forme de la mobilité par l'emploi : le cas des travailleurs du bâtiment et des employées domestiques en Amérique latine (Brésil, Chili, Colombie) », mené par une équipe du Creppra (Centre de recherche en économie politique publique et régionale d'Amiens), du Greitd (Groupe de recherche sur l'État, l'internationalisation des techniques et le développement) et de l'Arte (Association internationale de recherche et formation sur le travail et l'entreprise) et financé par le ministère de la Recherche et de la Technologie et l'Orstom (UR « Migrations, Travail, Mobilités sociales » du département Sociétés, Urbanisation, Développement). L'enquête colombienne bénéficie également du soutien de l'université Externado de Colombia.

(2) Ce volet de l'enquête a été mené par P. HUYETTE

qui ont migré plus ou moins récemment à Bogota. Le nombre de travailleurs rencontrés au moment de la rédaction de cet article était réduit (une douzaine, contactés sur un chantier, dans un syndicat, par des intermédiaires), mais il permettait de faire apparaître moins des tendances représentatives qu'une diversité de modes d'insertion. Bien qu'ils constituent un cas de figure courant et tout aussi riche d'enseignement, les travailleurs sortis de cette branche d'activité n'ont pas été rencontrés (cet objectif a été fixé pour une phase ultérieure de l'enquête). Nous évoquerons dans un premier temps quelques données générales sur les migrations et sur l'emploi dans la branche du bâtiment à Bogota; puis nous présenterons et nous analyserons les étapes du processus migratoire et de l'insertion en ville de ces migrants et les logiques sous-jacentes à ce processus parfois réussi, parfois non.

#### LES FLUX MIGRATOIRES VERS BOGOTA DURANT LES QUATRE DERNIÈRES DÉCENNIES ET LE RÔLE DU BÂTIMENT DANS LEUR ABSORPTION

De 1938 à 1985, la population urbaine colombienne a connu un fort accroissement; alors qu'elle représentait 30 % d'une population totale de 8,7 millions, elle atteint près de 70 % d'une population qui, entre-temps, a plus que triplé (28,5 millions). Ce fut bien sûr particulièrement le cas à Bogota, surtout à partir des années cinquante: la capitale, qui comptait 648000 habitants en 1951, en comptait 1697000 en 1964, 2862000 en 1973 et 3983000 en 1985 (3). Sa population a donc plus que sextuplé en 34 ans.

On explique ce phénomène en grande partie par de nombreuses arrivées de migrants (DANE, 1977). Ainsi, en 1950, le taux d'immigration atteignait 4,30 %, soit le maximum en valeur relative (YEPES et ARIAS, 1976); le recensement de 1951 révèle que 58,40 % de la population de la capitale était né en dehors d'elle, principalement dans les départements de Cundinamarca et de Boyaca (4). Entre 1967 et 1972, le flux migratoire est le plus élevé en valeur absolue, avec l'arrivée de 360000 migrants. Mais le taux d'immigration a nettement diminué par la suite — il est tombé à 1 % en 1985 —

(3) Cf. les recensements du Dane (*Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas*).

(4) Le Cundinamarca est le département au cœur duquel se trouve Bogota; le Boyaca se trouve au nord du Cundinamarca. Leur configuration géographique déterminée par l'Altiplano explique que ces départements correspondent au bassin migratoire de Bogota.

même si le nombre de nouveaux arrivants entre 1980 et 1985, soit 230000, reste important en valeur absolue (YEPES et ARIAS, 1976; DANE, 1986). Depuis cette tendance à la diminution semble s'être confirmée.

Avec le développement, en partie industriel, de Bogota et donc la perspective d'emplois et de revenus meilleurs qu'en milieu rural où la situation socio-économique était alors difficile (5), la capitale voit arriver dans les années cinquante de nombreux jeunes ruraux, à peu près autant d'hommes que de femmes; la plupart proviennent de la région environnante. Sans avoir de données précises sur les branches d'activité vers lesquelles ils se dirigent, celles du bâtiment pour les hommes et de l'emploi domestique pour les femmes absorbent, avec l'industrie, une grande part de migrants. Bogota connaît alors une importante extension et la construction y est intense. Plusieurs grosses entreprises se développent et embauchent massivement une main-d'oeuvre peu ou non qualifiée.

Au cours de la décennie suivante, le profil des migrants reste à peu près le même. Il y a moins de créations d'emplois qu'avant, dans le bâtiment notamment car cette branche, même si elle connaît à deux reprises (en 1963 et en 1968) un dynamisme particulièrement net, éprouve entre-temps de sérieuses difficultés qui diminuent l'embauche; cependant, il reste difficile de savoir si cela a eu des retombées directes sur son rôle d'accueil des migrants et, jusque-là, le départ vers la capitale continue d'être perçu d'une manière générale comme une « aventure » prometteuse.

À partir des années soixante-dix, les différences de revenus entre le milieu rural et le milieu urbain commencent à s'estomper (avec plutôt une augmentation des premiers et une stagnation des seconds) et Bogota, qui arrive à un certain seuil de saturation, tend à offrir de moins en moins d'avantages économiques. Le profil des migrants se féminise davantage mais il reste toujours assez fortement rural. Ces années sont aussi marquées par la mise en œuvre d'une nouvelle politique, dite des « quatre stratégies », qui vise notamment à impulser un nouveau dynamisme au secteur du bâtiment, de manière à pouvoir simultanément créer des emplois et offrir davantage de logements. Cela va avoir des effets immédiats sur ce secteur. L'emploi y augmente pratiquement aussitôt et il représente 5 % de la population active du pays en 1973 (SOLER, 1986). Durant cette période, à Bogota, la part de migrants parmi la main-d'œuvre de ce secteur semble être restée relativement importante. En effet, il a été constaté en 1977,

(5) La violence a souvent été invoquée comme cause de migration vers Bogota; en fait, cette cause est très limitée dans le temps.

dans le cadre de l'enquête du Cenac (*Centro Nacional de Estudios de la Construcción*) sur un échantillon de 715 travailleurs, que 67 % d'entre eux étaient nés hors du district de Bogota, dont 29 % dans le département de Boyaca et 23 % dans celui de Cundinamarca. Il ressort également de cette enquête que le lieu de naissance recoupe largement le lieu de provenance et, pour 60,1 % des enquêtés, qu'il était un *municipio* de moins de 5000 habitants, c'est-à-dire une commune rurale.

Des changements en milieu rural (liés aux effets de la transition démographique et à une relative amélioration des conditions de vie) permettent d'expliquer le ralentissement du flux d'immigration observé au cours de la dernière décennie, outre le fait que la crise économique a tendu à limiter les possibilités d'accueil à Bogota où le taux de chômage est passé de 5,8 % en 1981 à 12,2 % en 1984 (DANE, *in* LOPEZ, 1990). Ainsi le profil du migrant devient de plus en plus sélectif, plus féminin encore, avec des réseaux d'embauche de plus en plus fermés. Le bâtiment connaît des hauts et des bas que déterminent la saturation du marché de logements de luxe et/ou la relance de celui de logements sociaux, mais aussi les stratégies tant proprement immobilières que terroristes (apparues surtout dans les toutes dernières années et qui influent directement sur la conjoncture économique dans son ensemble) déployées par les narco-trafiquants. Le bâtiment continue d'embaucher une main-d'oeuvre qui reste souvent sans qualification, voire sans documents (carte d'identité, livret militaire), ce qui se fait très difficilement ailleurs, notamment dans l'industrie; mais la part de migrants y est plus faible; en 1988, à Bogota, l'ENH montre que 19,7 % des 98129 travailleurs de la branche sont migrants (6) pour 14,6 % des 1772910 actifs. C'est que d'autres branches assument de plus en plus cette fonction d'accueil (par exemple, dans les services : les messageries, la surveillance, etc.).

Malgré cette récente évolution, le bâtiment reste pour beaucoup de migrants une porte d'entrée déterminante sur le marché de l'emploi. Qu'y a-t-il, dans l'organisation du travail et la gestion de la main-d'œuvre propres à cette branche, qui permette d'expliquer ce fait ?

(6) Dans le cadre de l'ENH, la notion de migrant renvoie au lieu de naissance.

## L'ORGANISATION DU TRAVAIL DANS LE BÂTIMENT ET LES CARACTÉRISTIQUES DES TRAVAILLEURS DE CETTE BRANCHE

Par la nature de ses activités (durée limitée et succession des chantiers, faible industrialisation, etc.) et l'organisation du travail qui en découle, cette branche se distingue souvent des autres, notamment de l'industrie (7). L'enquête du CENAC (1977) caractérisait l'emploi dans cette branche principalement par son « instabilité » et elle mettait en évidence :

- qu'il y avait peu d'ancienneté ; plus de 50 % des travailleurs avaient moins de 5 ans d'expérience ;
- que la branche de l'emploi antérieur n'était la même que pour 27 % des enquêtés tandis que 30,8 % venaient de l'agriculture (ce qui confirmait l'importance qu'avait encore à ce moment-là le phénomène d'absorption de migrants ruraux).
- qu'un emploi dans cette branche était souvent considéré par les enquêtés comme transitoire dans l'attente d'un autre, meilleur, ou bien cumulé occasionnellement avec un emploi principal dans une autre branche.

L'ENH de 1988 confirme certaines de ces données. On retrouve un fort pourcentage de faible ancienneté : pour 40 % des travailleurs, elle est de moins d'un an, chiffre qui tombe à 25,6 % pour l'ensemble des actifs. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement une grande présence de premiers emplois ; en effet, 35,4 % des travailleurs du bâtiment, pour 48,8 % de l'ensemble des actifs, n'ont pas eu d'emploi antérieur à l'actuel. Et pour 31 % d'entre eux la branche de l'emploi antérieur était la même (cette fois très peu, 3,4 %, proviennent de l'agriculture). En fait, ce qui caractérise surtout cette instabilité serait la forte proportion d'emplois temporaires : ceux-ci y sont presque deux fois plus nombreux que pour l'ensemble des branches (31,8 % pour 16,3 %). Deux autres caractéristiques bien affirmées de cette branche recourent le phénomène de précarité :

- le motif de départ de l'emploi antérieur ; le licenciement figure bien plus largement dans le bâtiment (31,8 %) que dans l'ensemble des branches (3,9 %) ;
- le souhait de changer d'emploi ; 30,5 % des travailleurs du bâtiment pour 18,1 % de l'ensemble des actifs, les principales raisons invoquées étant d'abord les bas revenus puis l'emploi temporaire.

(7) Une comparaison terme à terme avec d'autres branches d'activité (par exemple, avec l'industrie, où domine le « formel », et avec le commerce, où domine l'« informel ») n'a pas été menée au moment de la rédaction de cet article.

Plusieurs aspects peuvent expliquer cette précarité. En premier lieu, le type de relation entre les intervenants, notamment entre maître d'ouvrage (le financeur de la construction) et entrepreneurs. On distingue deux contrats :

— *por administración* « par administration », établi entre le maître d'ouvrage, ou un gérant de la construction de l'ouvrage, et un entrepreneur ; ce contrat se renouvelle à chaque étape du chantier ;  
 — *por (sub-)contrato* « par contrat ou sous-traitance », établi entre le maître d'ouvrage, ou un entrepreneur, et un *contratista* (personne expérimentée et/ou qualifiée dans la tâche), généralement un *maestro* (chef de chantier ou chef d'équipe) ou un *oficial* (ouvrier qualifié) qui peut sous-traiter avec un *sub-contratista* (sous-traitant) du personnel, *oficiales* et *ayudantes* (manœuvres) (8) ; l'objectif principal est de réduire au minimum le coût de la main-d'œuvre en échappant notamment aux prestations sociales. Ce type de contrat, amplement pratiqué, implique une grande diversité de formes de rémunération : au forfait, à la tâche, à la journée, à la semaine ou, comme souvent dans le secteur formel, à la quinzaine (9).

Il y a une pratique généralisée de la sous-traitance, surtout aux étapes (10) de la *cimentación* (76,3 %) et de la *obra negra* (61,3 %) qui est la phase la plus génératrice d'emplois (CENAC, 1977). Mais la spécialité et la taille du chantier déterminent également la prédominance de ce type de contrat ; ainsi, on trouve plus de sous-traitance dans les spécialités autres que la maçonnerie de structures et dans les petits chantiers (moins de 200 m).

Certes, le bâtiment n'a pas l'exclusivité de ce système mais il constitue de toute évidence l'une des branches où la division des tâches favorise le développement de la sous-traitance, bien que l'on ne puisse mesurer précisément ce système ici.

D'autres aspects peuvent expliquer la précarité de l'emploi dans le bâtiment. À la fin des années soixante-dix, ce secteur était toujours

- (8) Il existe d'autres statuts de travailleurs codifiés de la manière suivante : *obrero capataz* (contremaître) et *media cuchara* (ouvrier semi-qualifié), statuts non énoncés par les travailleurs que nous avons enquêtés ; avec, pour les maçons en particulier, différents niveaux selon la nature des tâches qu'il peuvent réaliser ; *maestro encargado* (chef de chantier) de 1<sup>re</sup> catégorie (10 ans dans la construction, niveau scolaire équivalent à celui de la fin du primaire) et de 2<sup>e</sup> catégorie (on trouve également le terme de *contra-maestro*).
- (9) Il existe parfois entre *contratistas* et *sub-contratistas* des règles au sujet du montant de la prime de fin de contrat.
- (10) Les phases d'un chantier de construction sont les suivantes : la *cimentación* (fondations), la *estructura* (gros œuvre), la *obra negra* et la *obra blanca* (second œuvre), les *acabados* (finitions).

artisanal, même si parfois certaines entreprises le faisaient accéder au seuil du moderne (GOMEZ et CHIAPPE, 1980-1981). Les contrats offerts sont de courte durée (l'enquête du CENAC montre que plus de 50 % des contrats ne dépassaient pas trois mois et qu'ils pouvaient se renouveler trois ou quatre fois sur un même chantier). En outre, les conditions de travail sont très dures avec un taux d'accidents élevé. La durée du travail hebdomadaire est plus longue : selon l'ENH de 1988, 57 % des travailleurs du bâtiment, contre 41,3 % de l'ensemble des actifs, font de 48 à 59 heures .

Or, les rémunérations sont faibles. La moyenne des salaires de cette branche est la plus basse du pays; ni l'ancienneté ni le niveau de qualification ne garantissent des salaires plus élevés; les plus anciens ont souvent des salaires proches du salaire minimal et les plus qualifiés (*oficial, maestro*) continuent d'avoir de bas salaires. Entre 1980 et 1988, l'emploi a augmenté de 57 % mais les salaires ont diminué (SARMIENTO, 1990). En 1988, 69 % des employés de cette branche gagnaient moins de 2 *salaires minimums*, tandis que 68,1 %, contre 50 % sur l'ensemble des actifs, ne bénéficiaient pas de prestations sociales (ENH, 1988), malgré une législation officiellement en vigueur dans toutes les branches, y compris celle-ci.

Si l'on sait que les meilleurs salaires sont obtenus par les spécialités les plus qualifiées (plomberie, électricité), sur les petits chantiers et en phase terminale (CENAC, 1977), il faut examiner ce qu'il en est de la formation et des possibilités de qualification et d'ascension professionnelle. 79 % des travailleurs ont fait leur apprentissage sur le tas (*empiricos*), 11 % ont bénéficié des cours du Service national d'apprentissage (Sena), 7 % ailleurs (11). Il faut généralement payer pour sa formation; or, étant donné les bas revenus, ces travailleurs recourent souvent aux *chicharrones* (« petits boulots ») le soir et les fins de semaine, moments où, précisément, ils pourraient suivre des cours de qualification. De plus, pour passer de *ayudante* à *oficial*, il leur est nécessaire non seulement de faire preuve de leurs capacités, mais encore d'acheter leur caisse à outils (12), ce qui en dissuade beaucoup de poursuivre. Dans ce contexte, le rôle des syndicats est difficile et la syndicalisation très faible: en 1984, le nombre de travailleurs du bâtiment affiliés à un syndicat représentait 2,1 % de l'ensemble des actifs affiliés (13).

(11) Cf. une enquête du Sena et de la Chambre de la construction colombienne (Camacol) de 1985, citée par SARMIENTO (1990).

(12) L'achat de la caisse à outils équivaut actuellement à 2 *salaires minimums* (autour de 1000 francs français).

(13) Selon le recensement syndical de 1984.

Les caractéristiques socio-démographiques de la main-d'œuvre, relevées à partir de l'ENH de 1988, répondent directement à cette organisation du travail. Si l'âge ne différencie pas cette main-d'œuvre de l'ensemble des travailleurs, il n'en est pas de même du sexe (peu surprenant, bien que depuis quelque temps apparaissent sur les chantiers des femmes qui aident leur compagnon ou qui interviennent au moment du nettoyage) et du niveau scolaire. Ce dernier est plus bas que celui de l'ensemble des actifs : 46,1 % sont allés au-delà du primaire contre 69 %. Ils sont plus nombreux à vivre en union libre que l'ensemble des actifs (25,7 % contre 13,5 %) mais ils ont à peu près le même nombre de personnes à charge (4 à 6 personnes pour 56,3 % d'entre eux). Une majorité réside dans des quartiers de strate « basse-basse » (45,4 % pour 24 % de l'ensemble des actifs) et « basse » (38,8 % pour 50,4 %), donc davantage dans la strate la plus basse (14).

Ainsi, face à un emploi précaire, à des conditions de travail difficiles, à des salaires faibles, se présente généralement une main-d'œuvre au niveau scolaire faible, peu ou non qualifiée, aux conditions de vie familiale et résidentielle difficiles, portrait qui a longtemps correspondu à une certaine catégorie de migrants. Ce tableau général permet de mieux comprendre la position des migrants au sein de cette main-d'œuvre et dans leur accès à l'emploi. Mais il ne permet pas d'appréhender le processus même de la migration, au départ, à l'arrivée et par la suite. Le recours à des informations de type qualitatif y contribue davantage.

## DES ITINÉRAIRES TRÈS VARIABLES

Nous nous appuyons ici sur douze cas choisis non pas de manière à constituer un échantillon représentatif mais de manière à être suffisamment divers entre eux. Parmi eux figurent un migrant des années soixante, cinq des années soixante-dix (quatre du tout début, un de la fin) et six des années quatre-vingt (trois de la première moitié et trois de la seconde). Leur âge au moment de l'enquête varie entre 25 et 51 ans. Pour une minorité, le premier emploi à Bogota n'a pas été directement le bâtiment.

- (14) Les strates sont définies à partir d'un ensemble de critères relatifs aux conditions de logement et d'accès aux services publics. La strate basse-basse indique des logements construits avec des matériaux de récupération, sans conditions sanitaires minimales, et qui manquent de services publics. La strate basse indique des logements souvent autoconstruits, en dur mais sans finitions, et un accès minimal aux services publics.

## L'activité dans le lieu de provenance et les raisons du départ à Bogota

L'éventail des âges au moment du départ est assez large : J. E. avait douze ans et il accompagnait son père, J. I. avait trente-deux ans et déjà sa propre famille, mais beaucoup avaient entre dix-huit et vingt-deux ans. La plupart viennent directement de leur lieu de naissance, généralement un bourg rural ; quand ils viennent d'une ville, il s'agit généralement d'une ville moyenne, où ils sont nés.

Tous, y compris les plus jeunes, exerçaient déjà une activité professionnelle (ouvriers agricoles pour la plupart), débutée précocement (entre sept et douze ans pour la plupart), et certains possédaient quelques bribes d'une qualification (G. était ouvrier dans une entreprise agro-industrielle, I. était chauffeur, W. mineur). En général, le lieu de provenance (la campagne ou une ville petite ou moyenne) détermine les branches d'activité de ces premiers emplois (agriculture ou services), et l'apprentissage de règles du jeu d'un certain type de marché du travail. En effet, tous ont eu durant cette première séquence de leur itinéraire professionnel des emplois temporaires qui se sont succédé (que ce soit au rythme des récoltes ou au rythme des fluctuations de l'informel urbain). De même, il est difficile d'établir un lien direct entre le lieu d'origine et le niveau scolaire : presque tous n'ont pas dépassé le primaire et même si les rares qui sont allés au-delà ont passé leur enfance dans une ville, les autres urbains ont le même niveau que les ruraux. Il s'agirait peut-être davantage d'un effet de génération.

Différentes raisons de départ, distinctes ou combinées, apparaissent :  
— les difficultés économiques éprouvées dans le milieu d'origine, liées le plus souvent à de mauvaises conditions climatiques (sécheresse) qui ont détruit les cultures et donc la principale source de revenus des agriculteurs, soit à la disparition du chef de famille (alors que l'enquêté était enfant ou adolescent) ;  
— la représentation d'un marché du travail qui offre davantage d'emplois et de meilleurs revenus, véhiculée généralement par des parents ou par des amis déjà établis à Bogota ;  
— beaucoup plus marginalement, l'envie de rompre avec le milieu familial.

Parfois la séparation des parents et la migration de l'un d'eux ou bien le départ pour le service militaire ont facilité ultérieurement la prise de décision de migrer. De même, lorsque l'accueil à l'arrivée en ville peut être assuré par la présence d'un parent, d'un ami ou d'un ancien voisin. Un seul cas de première migration de la campagne vers des petites villes (il ne s'agissait donc pas encore de Bogota) a été dû à la violence : celui de J., le cas le plus âgé, origi-

naire d'une région (Tolima) qui a été particulièrement touchée par la *Violencia* (15).

La perspective d'aller travailler directement dans le bâtiment se dessine rarement dès le lieu de départ ; cela n'arrive que lorsque le parent ou l'ami qui incite à venir travaille déjà lui-même dans cette branche ; c'est le cas de R. qui, sans avoir encore accédé au statut de *maestro*, pourrait être considéré comme une « tête de réseau » puisqu'il a fait venir travailler auprès de lui dans la même entreprise trois camarades de son village d'origine. Pratique (et, plus largement, celle du « recruteur » dans les villages) qui a pu être plus courante autrefois. Si opère un réseau de relations personnelles qui s'appuie sur des origines communes, il semble avoir aujourd'hui son rayon d'action dans la capitale même.

Part-on pour Bogota avec un projet professionnel, une représentation de ce que peut apporter professionnellement, économiquement, socialement, un séjour dans la capitale ? Au moment du départ, rares sont les projets de cette nature, d'autant plus qu'il n'y a généralement pas de premières expériences professionnelles qualifiées à faire valoir. Ce fut cependant le cas de F. mais ses oncles et ses cousins déjà installés à Bogota, la plupart comme *maestros*, lui avaient présenté un projet possible. L'objectif de venir acquérir une qualification en ville ne semble pas avoir été fixé non plus. De même, rares sont ceux qui ont défini, au moment du départ, une durée de séjour à Bogota, un délai pour évaluer leur expérience, qui ont envisagé un retour en cas d'échec ou, à l'inverse, en cas d'acquisition d'un capital professionnel ou économique valorisable dans leur lieu d'origine ; comme si la seule issue possible à long terme était de se déplacer vers la capitale, surtout lorsqu'il s'agit d'une stratégie de survie.

## L'arrivée à Bogota et l'accès au premier emploi

Arrivés à Bogota, les migrants rencontrés accèdent à l'emploi de différentes manières. Si, comme on vient de l'évoquer, il arrive que cet accès se fasse par l'intermédiaire d'un réseau familial, personnel, il existe aussi d'autres biais comme les annonces d'offres d'emploi ou les agences d'emplois intérimaires ; dans le cas du bâtiment il s'agit plus précisément d'annonces qui sont affichées sur les palissades d'un chantier débutant ou en cours, de *maestros* qui recrutent autour d'eux ou bien dans des lieux connus à cet effet (cafés, restaurants, etc.), mais aussi de porte à porte, au hasard des chantiers. Ce dernier

(15) Guerre civile entre libéraux et conservateurs qui eut lieu entre 1948 et 1953 et qui fit plus de cent cinquante mille morts.

recours, connu comme assez facilement fructueux, est donc couramment utilisé dès les premiers jours de l'arrivée. À la demande d'embauche, le fait d'être originaire d'une région peut jouer dans un sens très particulier. Par exemple, les natifs du département de Boyaca peuvent faire valoir leur réputation d'être très travailleurs mais souvent le recruteur la dédouble de celle d'être facilement « domptables »...

Le bâtiment est souvent le premier emploi de ceux qui n'ont aucune qualification ou une qualification insuffisante à leur arrivée; l'accès en est rapide et facile. Les autres branches où les personnes rencontrées ont travaillé sont :

— soit celles proches de l'industrie (mais aucun n'a jamais vraiment eu le statut de salarié dans l'industrie elle-même); P. a travaillé dans une entreprise alimentaire, W. comme électricien dans une entreprise de climatisation, R. dans une usine à balais;

— soit celles de certains services, du commerce, de l'artisanat, dans le champ de l'informel; J. a travaillé comme peintre de panneaux publicitaires, puis comme confiseur dans la rue, W. comme vendeur de livres à domicile, I. comme gardien.

Comme en témoignent les mêmes noms cités dans les deux cas, on note des passages de l'un à l'autre, du formel à l'informel.

Étant donné la prédominance de la stratégie de survie au départ du lieu d'origine et quelle que soit la branche du premier emploi, il est encore tôt, à ce moment-là, pour que se profile un projet professionnel, même s'il y a la satisfaction d'avoir pu trouver rapidement un emploi. En revanche, les projets familiaux et résidentiels peuvent être rapidement définis selon la situation matrimoniale du migrant, c'est-à-dire s'il a déjà constitué une famille dans le lieu d'origine ou non; ce qui, dans le cas positif, peut activer son mode d'accès au logement; généralement, lorsqu'il a déjà une famille, il tient à ce qu'elle vienne auprès de lui rapidement et il cherche donc un logement dès les premiers jours (il y a presque toujours un « point de chute » qui facilite cette recherche).

### **Les différents modes de déroulement de la trajectoire professionnelle**

Même si parfois existe un premier temps d'observation qui, nous l'avons vu, n'était pas nécessairement envisagé au départ, la décision le plus souvent prise est de rester coûte que coûte à Bogota, indépendamment du type d'emploi obtenu (seuls deux migrants, dont les itinéraires montrent un certain sens de la solidarité, ont tenté à un moment donné, sans plus, un retour dans leur lieu d'origine sur la base de la création d'une entreprise sous forme de coopérative).

Si certains aspects de la vie professionnelle (précarité, conditions de travail, etc.) et quotidienne (temps de transport, pollution, etc.) sont difficiles, d'autres, considérés comme de réels avantages par rapport à ce qu'offre le lieu d'origine, sont plus souvent pris en compte : le facile accès à un emploi, quel qu'il soit, et donc, malgré sa précarité, l'assurance de survivre ainsi que de bénéficier de certains services publics (parfois inexistantes dans les lieux d'origine ou considérés comme meilleurs à Bogota). L'accès au logement n'est que rarement invoqué dans ce débat. Il faut souligner que le premier de ces avantages continue de s'appuyer sur une représentation favorable du marché du travail qui, sauf pour ceux qui sont *contratistas*, n'est pas altérée par les effets de la crise récente du bâtiment. Assez rapidement, d'autres attitudes face à l'emploi dans cette branche vont sous-tendre chaque type de trajectoire.

Le bâtiment peut donc être vu comme une branche qui permet la survie, dès l'arrivée ou plus tard, après un licenciement dans une autre branche ; cependant, à plus ou moins long terme, ce même avantage présente des limites, c'est-à-dire un manque de réelle stabilité et de possible progression dans la hiérarchie professionnelle ; constat que les difficiles conditions de travail et les bas salaires ne peuvent qu'accentuer. Les termes utilisés par certains pour définir la nature de leur emploi soulignent son caractère provisoire ou déprécié : on le qualifie de *segunda*, « occasionnel », de *desvare*, « moyen pour se remettre à flot », de *remiendo*, « bricolage ». Et autant les *maestros* que les syndicalistes disent qu'aujourd'hui peu de jeunes restent dans la *rusa* (autre terme largement employé pour désigner le bâtiment et dont l'origine viendrait du mot *rucia*, « la grise, la poussiéreuse »). Il est vrai que, pour rester au niveau des représentations, beaucoup de jeunes avouent avoir honte de dire aux filles qu'ils sont *rusos* et ils trichent en se disant, par exemple, artisans dans la confection ou dans la chaussure. D'autres, plus âgés, disent qu'ils font tout pour ne pas avoir à entendre un jour leur fils leur annoncer qu'il va lui aussi entrer dans la *rusa*... Pourtant, malgré cette perception négative de leur emploi, certains, qui disent ne pas pouvoir trouver mieux, s'installent peu à peu dans une pérennisation de leur état précaire.

Mais il est intéressant de souligner ce qui, dans d'autres contextes, pourrait paraître également une contradiction. Lorsqu'on demande à ces mêmes personnes si elles aimeraient avoir un emploi dans une entreprise du secteur dit formel, comme dans l'industrie, avec un contrat de travail clairement défini, une certaine stabilité, une protection sociale, des moyens de se qualifier, etc., la réponse peut surprendre en ce qu'elle est rarement directe et positive. Comme s'il y avait une forte intériorisation de l'impossibilité de l'accès à ce type d'emploi, sous prétexte alors de règles de recrutement trop draconiennes ou d'un univers trop contraignant. Les avantages que

présente le statut de salarié (contrat de travail, protection sociale, prise en charge de la formation, etc.) ne semblent pas entrer directement en jeu, tandis que se développe un discours sceptique sur la réelle efficacité des institutions de protection sociale et des syndicats (dont les pouvoirs respectifs, de fait, sont souvent limités). Aucun n'a manifesté le souhait d'un recours systématique à des règles écrites lors de l'établissement des contrats de travail. Cette attitude peut s'expliquer de toute évidence par la nature même du système d'emploi généralement en vigueur dans une branche qui nie le salariat et qui s'appuie sur une main-d'œuvre prête à accepter n'importe quelle condition car elle se débat en grande partie dans des stratégies de survie.

Mais il y a aussi une aspiration latente au statut d'indépendant, souvent valorisé dans cette société et que le bâtiment pourrait permettre de concrétiser beaucoup plus facilement qu'une branche où domine le formel. Ainsi, malgré les difficultés de l'accès à cette position (pour cela, « il faut avoir au départ un capital suffisant », « il faut avoir beaucoup de recommandations, connaître des intermédiaires », lesquels sont par ailleurs critiqués en ce que leur rétribution réduit les revenus), la réussite de quelques-uns contribue à donner à ce modèle une assise collective puissante. Cette perspective est généralement appréhendée par des personnes qui, dès leur recrutement comme *ayudante*, ont pu établir une relation privilégiée (16) avec le *maestro* au sein de sa « troupe » et qui cherchent ainsi à se constituer un capital non seulement proprement professionnel (se qualifier) mais aussi social (se faire connaître). Dans ce cas, on acceptera avec beaucoup plus de facilité d'être un *ruso* et on se prêtera à certains « rites » connus de tous : la partie de football après le déjeuner, les bières du samedi après-midi, etc. ; ou bien on s'appuiera sur des relations de confiance au sein de l'équipe de travail pour s'y livrer à des pratiques de prêts.

Les personnes qui s'engagent dans ce processus le font généralement rapidement, stimulées parfois par l'appartenance à un réseau familial ou social déjà établi dans cette branche, ou par des projets, à plus ou moins court terme, de nature matrimoniale, familiale ou résidentielle. Dans ce dernier cas, ce fut longtemps celui d'acheter un lot où cela était possible (la proximité ne joue pas à cause du changement permanent du lieu de travail) et d'y construire peu à peu ; aujourd'hui, avec l'accès à la propriété devenu plus difficile, ce projet est moins souvent formulé ; en revanche, on dit souhaiter vivre

(16) Relation qui s'inscrit dans du pur paternalisme ou qui est une reformulation dans le monde du travail d'une sorte de clientélisme ; beaucoup plus rarement, elle s'apparenterait à du compagnonnage.

dans un quartier bien équipé, sûr et qui soit un bon environnement pour les enfants.

### Trois principaux types d'itinéraires

On peut donc dégager trois principaux types d'itinéraire, indépendamment du moment où intervient le premier emploi dans le bâtiment (ce qui a été remarqué dans le cas d'une entrée dans cette branche dès l'arrivée est généralement accentué dans le cas d'une entrée plus tardive, excepté pour le dernier type d'itinéraire) :

— passer, transiter, par le bâtiment perçu comme un secteur qui garantit un minimum de ressources et qui permet de prendre le temps de trouver un emploi plus gratifiant ailleurs ;

— s'« installer » dans le système particulier qu'implique cette branche, c'est-à-dire chercher un nouvel emploi à chaque fin de chantier avec, en général, de fortes chances d'en retrouver (rares sont ceux qui restent longtemps sans emploi), mais sans jamais se stabiliser dans une entreprise et donc sans jamais pouvoir « progresser » ; on a alors une stagnation professionnelle et sociale, à la limite de l'exclusion, ou plutôt dans l'illusion d'une pseudo-intégration, d'une non-exclusion ;

— réussir à avoir des relations privilégiées avec un *maestro*, se stabiliser un minimum de temps auprès de lui de manière à se qualifier et pouvoir prétendre « construire » une carrière dont l'aboutissement serait de s'établir à son compte, de devenir indépendant.

Signalons deux autres types d'itinéraires avant de présenter quelques exemples, l'un non évoqué explicitement jusqu'à présent et l'autre plus marginal :

— venir travailler dans le bâtiment avec un projet, des exigences, voire des revendications engendrées par des expériences antérieures dans des branches plus formelles ;

— après être entré plus ou moins directement dans le bâtiment, adhérer à un syndicat professionnel et y faire « carrière ». Dans ce dernier cas, le syndicat a ainsi ouvert la voie (non sans risques sérieux vu les menaces de licenciement ou même d'atteinte à leur propre vie dont les syndicalistes colombiens sont souvent victimes) vers une promotion sociale certaine. L'entrée dans le syndicat a pu s'expliquer soit par un passage antérieur dans le salariat industriel, soit par l'implication dans des luttes ouvrières sur de très gros chantiers. Ainsi, c'est en résistant aux contraintes de la condition ouvrière qu'il devient possible en même temps de s'en dégager par le biais du statut de cadre syndical.

#### J. B. ou la stagnation

J. B. est né à Socorro, situé dans un département au nord du Boyaca, il y a quarante-sept ans ; il est le dernier de quinze enfants. Son père

était maçon. À partir de l'âge de quatorze ans, il travaille dans l'abattage de bétail. Treize ans plus tard (il a alors vingt-sept ans), son père meurt; aussi décide-t-il de partir de Socorro et de venir retrouver quatre de ses sœurs établies à Bogota car il estime qu'il a peu à faire chez lui, mis à part le travail dans les moulins de canne à sucre. L'une de ses sœurs habite le quartier de Santa Rita où il y avait un grand chantier. C'est là qu'il trouve son premier emploi. Par la suite, tout en changeant souvent d'entreprise, il ne cesse de travailler dans le bâtiment. Cela fait deux ans qu'il travaille avec le même *contratista*. Il est toujours resté au niveau d'*ayudante*. Il n'a suivi aucun cours de formation. Il ne fait pas de petits travaux à côté et il n'a pas un capital suffisant pour envisager de construire sa propre maison et y loger sa femme et ses six enfants.

La stagnation de J. B. a de quoi surprendre et il n'est pas aisé de l'interpréter. Sur vingt ans d'emploi dans le bâtiment, c'est seulement au cours des deux dernières années qu'il a pu se stabiliser dans une même entreprise. Et il n'a donc jamais réussi à accéder au statut d'*oficial*. Probablement est-ce là ce que peut précisément engendrer une branche telle que le bâtiment : J. B. a survécu à Bogota avec sa famille dans la mesure où il ne s'est jamais trouvé sans emploi. Probablement des données de sa vie hors travail expliquent cet itinéraire; par exemple, sa relation de cadet avec ses sœurs aînées qui ont joué un certain rôle d'assistance depuis son arrivée à Bogota.

#### I. et J. ou le bâtiment comme un pis-aller

I. est né à Tunja, chef-lieu du Boyaca, il y a vingt-sept ans. Il est d'origine paysanne mais il vit en ville depuis son enfance. Son père était négociant et sa mère lavandière. C'est le cinquième enfant d'une famille de six et le seul garçon. Il commence à travailler à l'âge de douze ans comme *ayudante* d'un camionneur-livreur dans une brasserie. Cela dure cinq ans jusqu'à son service militaire. Ensuite, il travaille à nouveau comme chauffeur dans la même entreprise. Un an plus tard, il se marie avec une jeune femme de Tunja. Et un an plus tard, c'est-à-dire en 1986, il décide de venir à Bogota parce qu'il considère ne pas gagner assez à Tunja, surtout à cause des intermédiaires entre l'entreprise et lui, d'une part, et parce que le mari de sa sœur, installée dans la capitale depuis dix-huit ans, lui dit qu'il pourrait facilement trouver du travail, comme lui-même, dans la police. En fait, il travaille d'abord comme gardien pendant trois ans. Puis dans la mécanique comme chauffeur. Après avoir perdu cet emploi, il y a huit mois, il en trouve aussitôt un dans le bâtiment. Il l'a obtenu grâce à une parente de son beau-frère qui connaissait un *maestro* (le propriétaire de son logement). Il est donc *ayudante*. Depuis plus de trois ans, il habite dans une usine où il est gardien nocturne et où sa femme fait quelques petits travaux. Son projet est

de pouvoir travailler à nouveau comme chauffeur. C'est ce qui lui plaît vraiment. Il espère pouvoir concrétiser ce projet en travaillant pour l'usine où il est logé. Il n'a pas dit à sa famille qu'il travaillait dans la *rusa* car personne ne le fait et il en a honte. Il a choisi avec sa femme de n'avoir qu'un seul enfant (six ans) pour pouvoir lui donner plus facilement une meilleure éducation.

L'emploi de I. semble devoir être transitoire : pour lui, le bâtiment apporte peu (un revenu minimal) et lui serait même nuisible, vu l'image négative qu'il donnerait de lui à sa famille; surtout, il n'y trouve pas le plaisir qu'il dit éprouver comme chauffeur, activité pour laquelle il s'est qualifié sur le tas. Mais, s'il ne trouve pas l'emploi souhaité, la trajectoire professionnelle de I. peut facilement se prolonger dans le bâtiment, faute de mieux; dans l'attente d'un emploi plus gratifiant à ses yeux, cherchera-t-il à s'y qualifier ou non ?

J. est né en 1940 dans un petit village du Tolima. À neuf ans, avec sa mère et ses frères (son père était déjà mort), ils ont quitté ce village pour fuir les effets de la *Violencia*. Ils sont allés vers d'autres villages de la même région. Son frère aîné et lui travaillaient chez un cultivateur de tabac. Sa mère était modiste. Ils ont dû fuir à nouveau et aller un peu plus loin où ils ont travaillé pendant cinq ans dans les champs de coton, de sésame, de bananiers ou de yucca. Il avait alors treize ans. Ensuite, pendant deux ans, il a travaillé dans la région caféière toujours comme ouvrier agricole. Son frère est alors allé rejoindre un ami d'enfance parti à Bogota. Six mois plus tard, il a dit à J. de venir aussi. Ce dernier a travaillé alors comme vendeur-magasinier dans un magasin de peintures, à nouveau pendant deux ans. Puis il a préféré retrouver le reste de sa famille toujours dans le même département. Il a été embauché dans le bâtiment, mais il y faisait trop chaud et il a abandonné pour travailler pendant dix ans dans la coupe du bois. On construisait beaucoup dans cette région à ce moment-là et il y avait une grande demande de pièces de bois. J. s'est alors marié et il a continué un temps la même activité avant d'acheter une petite ferme. Mais la situation était très difficile pour subsister, il avait déjà des enfants, et il a choisi de tout vendre. Il a alors travaillé dans la canne à sucre chez un oncle qui le payait mal. Pendant ce temps, sa mère et ses frères étaient tous partis à Bogota et J. a fini par les rejoindre, il y a quinze ans. Pendant deux à trois ans, il a travaillé dans l'atelier de peinture de panneaux publicitaires où se trouvait l'un de ses frères; à la mort de ce dernier, J. n'est pas resté et, devenu commerçant ambulant, il vendait des desserts. Au bout de deux ans, le prix du sucre a beaucoup monté et il a dû renoncer. Par l'intermédiaire d'un beau-frère, il a travaillé un an dans une entreprise d'appareils d'air conditionné, jusqu'à ce qu'il trouve un emploi dans le bâtiment, en 1983, grâce à un ami. Mais il doit rechercher un nouvel emploi à chaque fin de chantier. Après s'être

séparé de sa première épouse, il s'est remarié et il a aujourd'hui sept enfants. Il a souvent changé de logement. Actuellement, il habite sa propre maison, de trois petites pièces, qu'il a construite lui-même sur un terrain occupé en « invasion » où se trouvait déjà un parent.

Cette trajectoire est constituée d'une succession de séquences, plus ou moins longues, qui n'ont débouché sur aucune stabilité jusqu'à présent. Seule, la période de coupe de bois semble avoir été la plus gratifiante pour J. La venue à Bogota et l'entrée dans le bâtiment plus tard n'ont été vécues que comme des pis-aller. Si différentes opportunités d'emploi se sont présentées à lui à travers sa famille, il n'a pas pu les valoriser. J. semble maintenant trop âgé pour développer un projet professionnel.

#### F. ou une ascension rapide

Sixième enfant d'une famille de douze, F. est né à Bucaramanga, il y a vingt-cinq ans. Son père, né dans un village, était venu à Bucaramanga pour y travailler dans le bâtiment. F. a eu son premier emploi à neuf ans comme livreur dans différentes entreprises implantées dans plusieurs quartiers de sa ville natale. Il a aussi beaucoup voyagé en Colombie et au Venezuela. À l'âge de dix-neuf ans, il est venu à Bogota à la suite de la proposition d'un de ses cousins parmi les six qui y étaient déjà établis et qui travaillaient dans le bâtiment. F. a été *ayudante* pendant deux mois puis *oficial* pendant six mois. Ensuite, *maestro general* pendant un an et demi avant de devenir *contratista*, c'est-à-dire indépendant, et de conduire lui-même des chantiers avec son équipe. F. a ainsi été amené à diriger jusqu'à 60 à 70 ouvriers. Il a toutes les spécialités. Il ne déclare pas à la sécurité sociale ses employés. S'il y a un problème sur le chantier, c'est habituellement l'ingénieur qui prend tout en charge. F. a été employé deux ans dans l'entreprise où un de ses cousins était *maestro general*. Très solidaires entre eux, ils se communiquent les contrats possibles. Parallèlement, F. a commencé de suivre des cours de primaire et de secondaire dans un collège; après avoir interrompu car il préférerait passer ce temps à gagner de l'argent, il s'y est remis, ce qui l'oblige à ne choisir des chantiers que sur Bogota. Quand il aura un meilleur niveau général, il suivra les cours en dessin du bâtiment du Sena. Il aimerait ensuite devenir ingénieur. Et, à plus long terme, partir travailler aux États-Unis où il a de la famille. S'il nourrit des projets professionnels, il n'en a pas pour le moment dans le domaine familial; célibataire, il n'envisage pas de se marier avant d'être allé aux États-Unis. Même s'il avoue cacher sa profession dans certaines circonstances, il dit aussi l'aimer et en être fier.

L'ascension de F., qui reproduit à une autre échelle l'itinéraire de son père, est « magistrale » dans sa qualité et dans sa rapidité. On

voit là opérer au mieux le jeu de l'appartenance à un réseau familial professionnel qui lui a permis d'avoir des ambitions, un projet à long terme, d'organiser sa vie hors travail en conséquence, et de se construire une identité professionnelle et sociale dans et à partir du bâtiment.

## CONCLUSION

Il apparaît donc que la perspective d'un emploi dans le bâtiment ne suscite que rarement la migration vers Bogota. Cela se passe lorsque le migrant potentiel a un parent, un ami, qui travaille déjà dans cette branche et mobilise ainsi un réseau familial ou social qui opère aussi au plan professionnel. Mais, même dans ce cas, le départ vers la capitale n'est pas nécessairement lié à la construction d'un projet professionnel lié à cette branche. En revanche, il est souvent connu que le bâtiment peut être un recours immédiat dès l'arrivée (17). Même si, pour la plupart, un départ à Bogota semble perçu comme définitif, la précarité de l'emploi dans le bâtiment peut aussi permettre une « période d'essai » à l'adaptation dans cette grande ville qu'est Bogota.

Cette branche d'emploi, si elle « capte » très facilement dès l'arrivée, peut par la suite engendrer plusieurs attitudes et « aiguiller » très différemment les nouveaux venus :

- soit ils partent très rapidement pour trouver mieux (comme salaire et comme conditions de travail) ;
- soit ils se maintiennent mais dans une position ambiguë et puisque le bâtiment constitue dès lors un pis-aller qui engendre « une fixation dans le transitoire » et des illusions sur l'insertion dans le tissu social par sa relative sécurité d'emploi ;
- soit ils perçoivent des possibilités de mobilité ascensionnelle dont l'aboutissement est l'accès au statut d'indépendant.

D'une manière générale, le fait de n'être presque jamais passé par le secteur formel induit ces diverses appréhensions du bâtiment.

L'appartenance à un réseau peut déterminer le déroulement positif de la trajectoire car elle facilite l'assurance d'un emploi, l'accès à une formation (généralement sur le tas), le passage au statut supérieur. Mais l'établissement de relations privilégiées avec un *maestro* et un

(17) Pour beaucoup : « Bogota est une grande ville où l'on ne cesse de construire », « on peut facilement travailler sur un chantier sans avoir de notions », la représentation de la crise que cette branche a récemment éprouvée à Bogota n'est que rarement perçue.

rapide apprentissage des règles du jeu de relations de clientèle peuvent aussi jouer; et, plus marginalement, l'acquisition d'une qualification par le biais d'un emploi salarié dans une autre branche et dans une entreprise formelle qui donne accès au service public d'apprentissage.

Dans tous les cas de figure, un emploi dans le bâtiment permet une fixation en ville qui peut être tout aussi précaire que l'emploi lui-même mais qui offre des conditions de vie (garantie d'un emploi, revenus, services publics) généralement considérées comme préférables à celles du lieu d'origine. De plus, il est parfois pris en compte que, à plus ou moins long terme, selon les possibilités d'achat d'un terrain, cette activité peut faciliter la construction de son propre logement (économie du coût de la main-d'œuvre, acquisition des matériaux un peu plus facile). Mais la fixation en ville n'est pas liée à la fixation dans le salariat qui, nous l'avons vu, est rare dans cette branche. On pourrait même dire que c'est parfois la perspective inverse, celle d'un possible accès au statut d'indépendant, qui renforce la fixation à Bogota. C'est également une fois ce processus repéré et assumé que la représentation et la construction d'une identité professionnelle interviennent positivement.

De toute évidence, la jeune génération actuelle de migrants, confrontée à diverses difficultés économiques et sociales, surgies au cours de la dernière décennie, tend à adopter de nouveaux comportements, à véhiculer de nouvelles représentations; à leurs yeux, les frontières entre emploi « formel » et « informel » n'ont plus vraiment de sens, la construction de projets s'avère de plus en plus difficile et floue. Probablement, la crise toute récente du bâtiment a-t-elle pu accentuer certaines de ces stratégies ou en induire de nouvelles, bien qu'elle ne soit que rarement évoquée explicitement. Divers aspects de leur vie hors travail soulignent également ces réajustements, notamment la diminution du nombre d'enfants (conscients du coût économique de l'éducation, ils projettent souvent sur leurs enfants les projets qu'ils n'ont pu réaliser eux-mêmes). Mais d'autres aspects de leur vie familiale, sociale, restent à connaître davantage : par exemple, l'impact de la religion, alors que depuis quelques années se développent des mouvements charismatiques (*El divino niño* au sein du catholicisme auquel plusieurs ouvriers rencontrés « adhèrent », l'église évangéliste). Remarquons enfin que l'ensemble des observations relatives au rôle de l'emploi sur les positions sociales des personnes nécessiteraient plusieurs comparaisons : entre migrants et non-migrants, entre migrants travailleurs du bâtiment et travailleurs dans d'autres branches (où dominant tantôt le « formel » tantôt l'« informel »).

## BIBLIOGRAPHIE

- CASHIERS (LES), 1989. « Pratiques sociales et travail en milieu urbain », n° 10, *Les travailleurs du bâtiment*, 167 p.
- CARDONA (R.) et SIMMONS (A.), 1978. *Destino a la metrópoli. Un modelo general de las migraciones internas en America latina*, Bogota, CCRP, 238 p.
- CASASSUS MONTERO (C.), 1987. « L'espace social de la définition des identités professionnelles : l'emploi dans le bâtiment au Chili », *Cah. Sci. Hum.*, 23 (2) : 183-196.
- CASASSUS MONTERO (C.), 1991. *Les biographies professionnelles à l'épreuve des destins sociaux : les formes précaires de salarisation au Chili*, Paris, multigr., 13 p.
- CENAC, 1977. *La mano de obra en la edificación : empleo generado y características socioeconómicas del trabajador*, Bogota, 131 p. + annexes.
- DANE (Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas), 1977. « La migración interna y el proceso de concentración de la población de los departamentos », *Boletín de Estadísticas*, DANE, n° 314 : 9-48.
- GIRALDO (I. F.) et GONZALEZ (M. H.), 1988. « Algunas dimensiones del desarrollo de Bogotá », *Bogotá 450 años, retos y realidades*, Bogota, Foro Nacional por Colombia-Ifea : 95-131.
- GOMEZ (C. H.) et CHIAPPE (M. L.), 1980-1981. « Mercado laboral en el sector de la construcción », *Carta Financiera*, n° 47 : 79-129 ; n° 48 : 85-149.
- LOPEZ (J. F.), 1990. « Características económicas de Bogotá », *Vivir en Bogotá*, Bogota, Foro Nacional : 19-47.
- LULLE (Th.), 1992. « Migrations et emploi dans le bâtiment à Bogota (Colombie). Premières données », *Les Cahiers*, n° 19-1192 : 107-126.
- MORICE (A.), 1988. « Les travailleurs du BTP à João Pessoa : premières réflexions », *Les Cahiers*, n° 7 : 1-30.
- MORICE (A.), 1990. « Les travailleurs du BTP à João Pessoa (Brésil) », *Informalité, formation et emploi : une comparaison entre la Colombie et le Nordeste brésilien*, Rapport de recherche du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Recherche et de la Technologie : VII-1, VII-69.
- NICHOLL'S (M. DEL P.), 1987. *Estudio socioeconómico y familiar de los obreros de la construcción en el area metropolitana como indicadores de la pobreza absoluta*, Medellín, Camacol : 113 p. + annexes.
- SARMIENTO (A. L.), 1990. *Situación juridicolaboral y socioeconómica de los trabajadores de la construcción*, Bogota, Pontificia Universidad Javeriana, 186 p. + annexes.
- SOLER (B. Y.), 1986. « Oferta y demanda de empleo en el sector de la construcción », *Camacol*, n° 28 : 77-98.
- YEPES (D.) et ARIAS (J.), 1976. *La inmigración en Bogotá 1922-1972*, Bogota, DAPD.